

LA JARNIGOINE ET LES HISPANOPHONES DU QUARTIER VILLERAY,

une entrevue avec Sylvie Benoît et Johanne Bouffard,
animatrices à la Jarnigoine*



Illustration: Oblique Éditrices

Q. Comment la Jarnigoine en est-elle venue à former un groupe avec des personnes immigrantes?

Johanne : Au début, la Jarnigoine recevait quelques personnes d'origine ethnique et les intégrait avec les autres personnes dans les groupes. Mais leurs difficultés d'apprentissage n'étaient pas nécessairement les mêmes que celles des Québécois de souche. On a pensé qu'il serait plus facile de former un groupe d'une même langue, par exemple, pour faciliter la communication entre la formatrice et ces personnes. Former un groupe plus ou moins homogène au niveau linguistique et faire appel à des programmes du ministère des Communautés culturelles.

Q. Pourquoi avez-vous choisi de former un groupe de personnes hispanophones?

* Propos recueillis par France Poirier et Micheline Séguin en août 1991 et en février 1992.

Johanne : Parce qu'il y a une forte concentration de Latino-américains dans le quartier Villeray; beaucoup possèdent des petites boutiques. Il existe aussi plusieurs organismes d'accueil aux immigrants et des groupes populaires, le CLAM (Carrefour latino-américain), la Maison-née, le Centre des femmes d'ici et d'ailleurs, etc. De plus, ces personnes ont souvent fait appel à nos services et il y en avait plusieurs sur notre liste d'attente. Et finalement, c'est plus facile pour nous de travailler en espagnol parce quelques-unes des animatrices peuvent s'exprimer en espagnol et communiquer avec elles.

Q. Avez-vous une approche plus spécifique dans votre travail avec ces personnes?

Johanne : La grande différence se situe au niveau du transfert des acquis. Avec les Québécois de souche, le transfert se fait surtout au niveau intermédiaire; on se sert des choses qui font appel à leur quotidien mais surtout avec les participantes et participants semi-fonctionnels lorsqu'on travaille au niveau du code écrit. Pour les Latino-américains, il est très important de commencer tout de suite à transférer les acquis par des activités concrètes, des sorties pour leur faire connaître les ressources existantes, à cause

de leurs besoins immédiats: trouver un logement, avoir de l'information sur le système de santé, de transport, etc. On essaie de jouer en quelque sorte le rôle d'intermédiaires entre les services de la société d'accueil et leurs besoins, de bien leur faire connaître la société d'accueil pour faciliter leur adaptation.

Sylvie : On essaie d'identifier leurs besoins par l'entremise des gens qui viennent ici; mais il faut faire le tri car les demandes sont grandes. Tout ce qu'on leur offre de connaître, ils veulent le savoir, mais on ne peut pas répondre à tout. Alors on les renseigne et on les réfère à d'autres services; par exemple en ce qui concerne la santé, on leur explique ce qu'est un CLSC (Centre local de services communautaires) et on les dirige là plutôt qu'à l'hôpital. On fait un tri à partir de ce qui nous apparaît important en fonction de la vie ici au Québec et on réajuste en fonction de ce qu'ils ont acquis. Mais on ne peut jamais être sûr de faire le bon choix. Dans les cas de services relatifs à l'immigration, comme l'aide juridique par exemple, on les réfère toujours au CLAM.

Johanne : On veut être en mesure de les référer aux bonnes ressources. En ce sens, on a fait des recherches et on a produit un bottin de ressources,

mais en gardant de nombreux contacts avec ces personnes-ressources¹.

Q. Dans quelle optique travaillez-vous avec eux?

Johanne : D'abord, on est en mesure de les accueillir en espagnol pour qu'ils se sentent à l'aise; on fait l'accueil et les pré-tests en espagnol et on communique avec eux en espagnol avant les cours, ou lorsque le besoin se fait sentir, pour faciliter l'intégration dans le groupe, à la Jarnigoine. Ensuite, on favorise les échanges avec les autres participantes et participants «de souche» qui viennent pour les ateliers d'alphabétisation, dans le but d'échanger sur leurs cultures respectives, de faire connaître les valeurs d'ici, de permettre les critiques par rapport à la société d'accueil et de susciter des discussions. C'est difficile et nous n'en sommes pas encore rendu très loin, mais nous essayons à l'occasion des fêtes de Noël par exemple, en les invitant à cuisiner des plats particuliers et à faire goûter, à faire partager leur musique, en une sorte d'échange interculturel.

Q. Pourquoi pensez-vous qu'il est préférable de communiquer en espagnol?

Sylvie : Je défie n'importe qui, n'importe lequel des fonctionnaires d'immigration du Québec, d'apprendre une autre langue dans des conditions

semblables aux leurs. Je les obligerai à apprendre le japonais, parce que l'espagnol serait beaucoup trop facile pour eux puisque c'est le même alphabet que le nôtre; et ça, sans interlocuteur. Je pense que c'est ce qu'on demande aux gens qui arrivent ici en exigeant qu'ils apprennent à lire et écrire le français sans le support de leur propre langue. Je leur dirais, si vous y arrivez, alors demandez-le aux gens qui ne savent pas lire et écrire dans leur propre langue. Mais si vous n'êtes pas capables, n'avez pas le cran de l'exiger, parce que c'est impensable.

Dans une première démarche d'alphabétisation, la langue maternelle devrait servir de support pour permettre de passer à l'écrit. Une fois cela acquis, on peut essayer de passer à une autre langue. De plus, la majorité de notre clientèle est issue d'un milieu rural. Ici, ils se retrouvent en milieu urbain, industrialisé et alphabétisé; ils vivent constamment des changements. Que recherche le gouvernement? Veut-il vraiment former une main-d'oeuvre qualifiée et sachant parler le français? Tous les participantes et participants du premier atelier sont passés par un COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants), sans exception; et il n'y en avait pas un qui sache lire et écrire le

français ou l'espagnol.

Q. Pourquoi les personnes de ce groupe sont-elles presque exclusivement des femmes?

Sylvie : C'est un choix du Centre. Nous tentons de rejoindre principalement les femmes. Etant donné la situation des femmes en Amérique latine, ces dernières se retrouvent analphabètes, chefs de familles monoparentales et confinées à la maison. Nous les recrutons auprès des centres de femmes immigrantes. La porte n'est pas fermée aux hommes mais ils semblent moins persévérants et mettent plus de temps à apprendre le français. Les femmes se heurtent quotidiennement à la nécessité de «parler français» : quand il faut aller chez le médecin, à l'épicerie, à la pharmacie, etc.

Q. Et comment se déroulent les ateliers, par rapport à la langue par exemple?

Sylvie : Depuis l'accueil, les participantes et participants voient qu'ils peuvent communiquer en espagnol. Pour ce qui est de la démarche pédagogique, j'ai recours au français en alpha; à partir de ce qu'on voit en espagnol, j'essaie de faire un transfert en français. Cela permet aux personnes de comparer la logique des langues; par exemple, au niveau des syllabes simples, c'est la même chose en fran-

çais et en espagnol, excepté que certaines lettres ne se prononcent pas en français alors que toutes les lettres se prononcent en espagnol. Par contre, pour les personnes qui ne sont absolument pas alphabétisées, et il y en a plusieurs dans le groupe, à partir du moment où elles comprennent comment elles doivent prononcer certains mots dans leur langue, mais qu'elles découvrent que c'est différent en français et qu'il s'agit des mêmes mots, elles se heurtent alors à une nouvelle barrière. Pour elles, c'est très compliqué d'apprendre les lettres, d'apprendre à bien les prononcer et les écrire pour se faire dire par la suite qu'en français, ce n'est plus pareil. Il faut leur donner la possibilité de digérer l'information nouvelle qu'on leur donne, il leur faut alors un temps d'arrêt. Généralement, dans un groupe populaire, on a la chance d'avoir le facteur temps en notre faveur; mais avec ce groupe-ci, le temps est comme une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes, car on n'a que 500 heures pour leur donner les moyens d'apprendre à lire et à écrire et d'en faire le transfert dans une autre langue; et en même temps, il faut situer les besoins et être capable d'aller chercher les ressources qui y répondent dans la nouvelle société.

Q. Comment situez-vous ce groupe à l'intérieur de l'optique d'alphabétisation populaire à la Jarnigoine?

Johanne : C'est difficile à cause de la limite temps, car c'est quelque chose qui n'entre pas dans notre cadre d'éducation populaire : après 500 heures, on n'est généralement pas obligé de dire à la personne qu'on n'a plus rien à faire avec elle, qu'elle ait appris ou pas. Car pour nous, les apprentissages ne se mesurent pas en termes de temps comme le gouvernement le fait. Par contre, nous essayons toujours de voir ces situations comme des occasions d'apprentissage, que ce soit avec n'importe quel formulaire gouvernemental, avec le médecin, etc. Nous avons toujours le temps de prendre quelques minutes pour examiner leur problème avec elles quand elles veulent bien nous en parler; nous sommes là pour les écouter et essayer de faire de notre mieux pour les aider ou les diriger vers la ressource adéquate.

Q. Idéalement, comment devrait se faire l'accueil de personnes analphabètes de langue maternelle autre que le français dans une société d'accueil comme la nôtre?

Sylvie : Il faudrait leur donner le temps de s'alphabétiser dans leur propre langue, car lorsque ces personnes arrivent, elles ont le statut de réfugiées ou elles sont en attente de statut. Toute cette période doit

être psychologiquement très difficile. Elles ne savent pas comment les choses vont aboutir. Beaucoup sont en attente depuis quatre ou cinq ans. Quand ça fait aussi longtemps qu'une personne ignore si elle va être expulsée ou si elle va pouvoir vivre ici, ce n'est pas facile de suivre assidûment des ateliers pour s'alphabétiser dans une autre langue. Beaucoup doivent s'absenter fréquemment pour aller chez leur avocat et pour toutes sortes de raisons qui ont trait à leur situation. Il faudrait éviter de leur imposer des périodes d'attente aussi longues.

Il serait aussi important qu'on fasse de la recherche sur la façon dont devrait se faire ce genre d'alphabétisation. Un grand nombre d'expériences ont été amorcées, mais celles qui «marchent» sont celles où il y a une grande volonté de réussir. Il faudrait poursuivre la recherche-développement, évaluer, trouver des moyens de travailler qui soient vraiment efficaces. On essaie de trouver quelque chose qui va répondre aux besoins des gens, on pense à l'utilisation des personnes-ressources, mais ce n'est pas encore assez clair pour que ces personnes soient capables de se servir de tout ça et encore moins de transférer vers le français, même en se servant de la langue maternelle à un niveau acceptable comme moyen de communi-

cation. Mais il faudrait penser à autre chose, peut-être alphabétiser dans la langue maternelle. Il faudrait aussi être mieux outillé au niveau du matériel pédagogique; on doit tout composer à partir de notre expérience.

Il faudrait pouvoir former des ateliers avec des personnes de même niveau d'apprentissage, des groupes plus unifiés, plus homogènes.

Q. Pourrais-tu parler du matériel pédagogique que tu as développé spécifiquement pour ces ateliers avec les personnes hispanophones?

Sylvie : Le groupe comprend trois niveaux : les analphabètes complets, les semi-fonctionnels et les fonctionnels dans un groupe de douze. Alors ce que je dois faire, c'est viser à ce que les analphabètes tendent au moins à devenir semi-fonctionnels.

Je présente mon matériel sous forme de feuilles que je photocopie et que je leur passe. Je pars toujours des voyelles pour que ces personnes arrivent à bien les distinguer, et en espagnol comme en français, avec les voyelles on fait des sons. Tous les jours, je leur demande leurs voyelles, elles les écrivent au tableau, elles les prononcent et ce, pendant une semaine. Pour les autres, cela peut sembler abrutissant. Après, j'introduis les consonnes qui ne changeront pas au contact des autres lettres, comme le «n» par exemple. Une

fois qu'elles comprennent cela, elles sont prêtes pour apprendre les autres consonnes. Il faut savoir les prononcer avec la voyelle, savoir que ce qu'on prononce avec telle voyelle ne sera pas la voyelle mais un son produit à partir de cette voyelle. Et on avance jusqu'à pouvoir intégrer les personnes semi-fonctionnelles en leur donnant des exercices différents, soit écrire la syllabe manquante dans un mot accompagné d'une image pour les unes, les autres devront, en plus de trouver la syllabe, mettre le mot au féminin ou au masculin pour comprendre le genre des mots. Les premières entendront cette explication qu'elles ne seront peut-être pas en mesure de saisir tout de suite. Aux personnes fonctionnelles, je leur demanderai de faire une phrase complète avec ce mot; et on va passer à la compréhension de ce qu'est le verbe.

Il faut tout le temps que je tienne compte des trois niveaux dans l'atelier, en même temps que des difficultés du transfert d'une langue à l'autre. Cela fait partie des contraintes du programme du gouvernement. Nous, nous préférons que le groupe soit de même niveau, quel qu'il soit.

Nous, les Québécois, nous avons l'impression que ces personnes sont des Latino-américains parlant tous la même langue, l'espagnol;

mais elles, elles se considèrent d'abord comme des personnes boliviennes, colombiennes, équatoriennes, etc.; elles sont différentes. Elles ont aussi un langage vernaculaire, une manière particulière de parler leur langue. Il faut parfois se mettre d'accord sur la façon de nommer un objet, car ce peut être différent d'un pays à l'autre. Je peux trouver un mot simple dans mon dictionnaire français-espagnol d'Espagne et l'illustrer d'une image, mais personne ne va nommer l'objet ou prononcer le mot de la même façon; une ampoule électrique, par exemple: personne ne prononçait le mot de la même manière, le mot commençait bien par un «a» et finissait bien par un «a» dans le dictionnaire, mais il était prononcé ou nommé différemment par chacune et chacun.

Johanne : Nous avons misé sur l'homogénéité de la langue, mais ce n'est pas si simple, car même si la langue est la même, les personnes n'ont pas nécessairement le même cadre de référence.

Q. Dans ces conditions, le signifiant est-il très important?

Sylvie : Oui. À travers des textes racontant des coutumes, j'arrive à susciter l'intérêt. Les mots prennent un sens véritable. Prenons l'exemple de la semaine sainte : il y a des gens qui viennent de la République Dominicaine et d'autres d'Amérique du Sud. En Améri-

que du Sud, la semaine sainte est un moment très triste où tout le monde vit une sorte de deuil. En République Dominicaine en revanche, c'est un moment très gai où tout le monde va sur la plage et où on fait le plus de bruit. C'est pourquoi il y a eu du «chamaillage» sur ce qu'était la vraie signification de la semaine sainte. Et je suis allée chercher un tout petit texte que j'ai remanié pour le rendre plus facile et qui montrait que la semaine sainte en Espagne du Nord est très triste et qu'en Espagne du Sud, par contre, elle est très gaie, et que probablement ceux qui avaient colonisé la République Dominicaine étaient des gens du Sud et ceux qui avaient colonisé l'Amérique du Sud étaient des Espagnols du Nord. C'est ce qui expliquait que les coutumes, pourtant très semblables en d'autres points, soient complètement opposées pour ce qui est de la semaine sainte.

Parfois, le choix d'un article ou d'une discussion à caractère trop personnel suscite une vive émotion, et certaines personnes peuvent alors régresser. Par conséquent, le signifiant a une très grande importance mais il ne faut pas outrepasser nos droits et il faut respecter ces limites.

1. Voir à ce sujet le document produit par la Jarnigoine, *Mots de passe*, par Johanne Bouffard, Montréal, 1991, 31 pages.